



CHAPITRE 175

Loi concernant La commission des écoles catholiques de LaSalle

[Sanctionnée le 4 février 1960]

CHAPTER 175

An Act respecting The Catholic school board of LaSalle

[Assented to, the 4th of February, 1960]

Préambule.

ATTENDU que Les commissaires d'écoles de La commission des écoles catholiques de LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier, ont, par leur pétition, représenté qu'il est à propos et dans l'intérêt public d'obtenir certains pouvoirs spéciaux;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 59,
a. 125,
remp.
pour la
commis-
sion.
Cens
électoral.

1. Le premier alinéa de l'article 125 de la Loi de l'instruction publique est remplacé, pour la commission, par le suivant:

"125. Pour avoir droit de voter aux élections des commissaires ou des syndics d'écoles, il faut être majeur, citoyen canadien, propriétaire de biens-fonds, ou être propriétaire d'un bâtiment construit sur un lot de terre appartenant à autrui, pourvu que le biens-fonds ou le bâtiment soit estimé au rôle d'évaluation en vigueur à au moins cinquante dollars pour les propriétaires résidant dans la municipalité et à au moins deux cents dollars pour les propriétaires résidant en dehors de la municipalité, être inscrit comme tel au rôle d'évaluation avant le jour fixé pour l'assemblée générale des électeurs et avoir acquitté avant cette même date toutes ses contributions scolaires."

Preamble.

WHEREAS The school commissioners of The Catholic school board of LaSalle, in the county of Jacques-Cartier, have, by their petition, represented that it is expedient and in the public interest to obtain certain special powers;

Whereas it is expedient to grant their prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The first paragraph of section 125 of the Education Act is replaced, for the board, by the following:

R.S.,
c. 59,
s. 125,
replaced
for the
board.

"125. To have a right to vote at any election of school commissioners or trustees, it shall be necessary to be of the age of majority, to be a Canadian citizen, to be the owner of real estate, or to be the owner of a building erected upon land belonging to another, provided that the real estate or the building be valued on the valuation roll in force at not less than fifty dollars for owners residing in the municipality and at not less than two hundred dollars for owners residing outside of the municipality, to be entered as such upon the valuation roll before the day fixed for the general meeting of the electors and to have paid before such date all school contributions."

Right
to vote.

Caisse de
retraite
contri-
butive.

2. Les commissaires d'écoles de La commission des écoles catholiques de LaSalle peuvent, par résolution, établir une caisse de retraite contributive pour certaines classes de leurs employés qui ne sont pas admis par la Loi de l'instruction publique à bénéficier du fonds de pension général prévu par cette loi.

Moda-
lités.

Cette résolution détermine: les contributions respectives des commissaires d'écoles et des employés; les prestations ou autres bénéfices payables aux employés ou, à leur décès, à leurs dépendants ou héritiers; la durée des services et les autres conditions requises pour avoir droit à ces prestations ou autres bénéfices; la mise à la retraite des employés, et le mode d'administration de la caisse de retraite.

Appro-
bation.

Cette résolution et toute résolution qui la modifie ne deviennent en vigueur qu'après approbation par le surintendant de l'instruction publique, la Commission municipale de Québec et le surintendant des assurances.

Place-
ment des
avoirs.

Les avoirs de la caisse de retraite doivent être placés suivant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 154 de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299).

Entente
autorisée.

Les commissaires peuvent, pour l'établissement et l'administration de la caisse de retraite, faire toute entente avec une compagnie de fidéicommis ou avec un gouvernement qui émet des rentes viagères.

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

2. The school commissioners of The Catholic school board of LaSalle, by resolution, may establish a contributory retirement fund for certain classes of their employees who are not permitted by the Education Act to benefit from the general pension fund provided for by such act.

Contri-
butory
retire-
ment
fund.

Such resolution shall determine: the respective contributions of the school commissioners and the employees; the allowances or other benefits to be paid to the employees or, upon their death, to their dependents or heirs; the duration of the services and the other conditions required to be entitled to such allowances or other benefits; the retirement of employees, and the method of administration of the retirement fund.

Modali-
ties.

Such resolution and any resolution amending it shall take effect only after approval by the Superintendent of Education, the Quebec Municipal Commission and the Superintendent of Insurance.

Approval.

The moneys of the retirement fund shall be invested in accordance with the provisions of subsection 2 of section 154 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299).

Invest-
ment of
assets.

The commissioners, for the establishment and administration of the retirement fund, may make any agreement with a trust company or with a government issuing life annuities.

Agree-
ment au-
thorized.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.